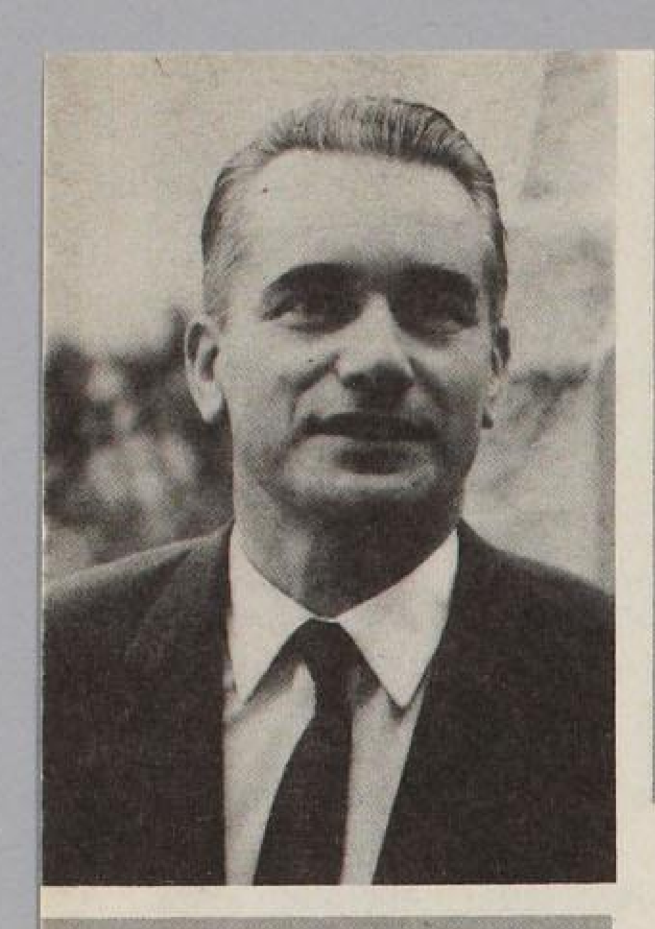


ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

Union pour la Défense de la République (U. D. R.)

JACQUES CHABAN-DELMAS

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE — 2e CIRCONSCRIPTION

Mes chers concitoyens,

La crise, sans précédent que vit encore la France peut avoir des conséquences désastreuses ou salutaires, selon la manière dont elle sera traitée.

Elle aurait débouché sur une catastrophe sans nom, sans l'intervention du Général de GAULLE, Président de la République, premier élu du Suffrage Universel.

Il a ramené le calme et rétabli **l'ordre.**

Les **revendications** immédiates du monde du travail ont pu être satisfaites ; le travail a repris, les services publics ont reparu.

En prononçant la dissolution de l'Assemblée Nationale, **le Président de la République donne la parole au Peuple tout entier.** Le destin de tous sera donc fixé de la manière la plus démocratique.

- Pour assurer ce destin, il est absolument nécessaire de répondre positivement **aux aspirations** profondes qui se dégagent du grand mouvement qui s'est déroulé dans des circonstances qu'il faut chercher à bien comprendre.

— Il y a eu, certes, des agitateurs et des provocateurs.

— Il y a eu le désarroi des pouvoirs publics comme celui des dirigeants syndicaux, dépassés par la rapidité d'événements déconcertants.

— Il y a eu les manifestations tardives et désordonnées de politiciens pressés d'accéder au pouvoir, fut-ce dans le chaos et au prix de la ruine générale.

— Il y a eu le machiavélisme du Parti Communiste, dont les changements d'attitude successifs n'avaient pour autre but que d'accélérer le processus de désintégration et de décomposition dont ils pensaient et pensent encore tirer parti avec la complicité plus ou moins consciente de leurs partenaires politiques occasionnels.

Mais il y a eu aussi et surtout, **une aspiration sincère,** bien que confusément exprimée, à **des réformes** dont on peut dire qu'elles n'ont pas d'autre but que d'assurer le **renouveau** de la Nation, **en donnant au facteur humain la place qui doit lui revenir, la première.** Pour atteindre ce but vital, **il faut associer chacun et chacune à l'amélioration de son sort et à l'élaboration de son avenir.**

Cette PARTICIPATION *ne doit pas être limitée aux seuls milieux universitaires ni au seul monde du travail, mais généralisée dans tous les domaines où s'exercent et s'élaborent la dignité, la sensibilité et la condition humaines.*

L'angoisse des jeunes, en particulier, tient essentiellement dans le fait qu'ils craignent, et parfois à juste titre, d'être formés et canalisés vers une forme d'avenir et une manière de vivre décidées « quelque part », sans eux, par des technocrates invisibles et des ordinateurs insensibles, et qu'aucune assurance ne leur est offerte de droit au travail et de sécurité de l'emploi.

Pour ce qui concerne **l'ensemble de nos compatriotes,** il faut lutter, tout en maintenant l'autorité de l'Etat, contre une centralisation qui, en dépit des meilleures intentions risque d'éloigner de plus en plus les pouvoirs publics des réalités humaines.

POUR ATTEINDRE CES BUTS, *il faut que partant des Communes, des départements, des régions, se dégagent, par l'effet de dialogues sérieux et sincères, des tendances claires et des propositions précises dont le Gouvernement pour sa part et les collectivités locales pour la leur, puissent tenir compte dans leur action propre.*

A l'inverse, il est nécessaire que les grands projets dont l'initiative, le vote, l'exécution, sont du domaine gouvernemental et législatif, fassent l'objet d'un dialogue systématique avec les représentants qualifiés des intéressés et cela jusque dans les Communes, en particulier pour l'élaboration et la régionalisation du Plan, ainsi que tout ce qui concerne l'aménagement du territoire et les diverses programmations.

- **Il s'agit d'aboutir à une information réciproque et continue. C'est cela le dialogue. C'est cela la participation.**

Cette réforme dans l'esprit et des méthodes est essentielle. Elle commandera toute l'évolution dans l'Université, dans les usines, dans les bureaux, dans les villes et dans les campagnes.

Elle doit se faire, **mais elle ne se fera ni dans le désordre, ni dans l'anarchie.**

Elle ne se fera pas davantage sous un régime communiste, par définition totalitaire et fossoyeur des libertés.

Elle se fera :

— dans **l'ordre,** dans le cadre de nos institutions, qui, dans cette crise apparemment incontrôlable, ont permis de surmonter le péril immédiat.

— dans un **climat nouveau,** par un style et un comportement nouveaux, et cela est vrai pour les gouvernements, certes, mais aussi pour tous ceux qui, dans notre société, dans quelque domaine que ce soit, portent des responsabilités matérielles, spirituelles et morales.

— dans la **réconciliation** des Français de bonne volonté, qui implique en particulier la liquidation définitive et totale des séquelles des guerres de 1939-1945, d'Indochine et d'Algérie, tant sur le plan moral, par la libération des prisonniers et l'amnistie, que sur le plan matériel en fournissant aux rapatriés en difficultés une nouvelle chance de s'intégrer dans la Nation.

— dans la **légalité** républicaine et dans l'indépendance nationale.

C'est parce qu'elle est libre que la France a pu être le théâtre de ce mouvement exceptionnel, qui en démocratie populaire eût été jugulé, fut-ce au prix du sang.

C'est parce que la France est libre que les Françaises et les Français se voient offrir, dans l'ordre républicain rétabli, la chance exceptionnelle, **de tirer profit de tout ce qu'il y avait de généreux, d'humain et de raisonnable,** dans le déchainement désordonné de la crise actuelle.

C'est parce qu'elle est libre que la France demeure l'un des atouts de la construction nécessaire de l'Europe.

LE 23 JUIN, NE VOUS TROMPEZ PAS DANS VOTRE CHOIX.

Ecartez donc le communisme totalitaire et ses fragiles alliés de la F.G.D.S., et ceux qui, tels le P.S.U. prétendent le déborder dans l'action révolutionnaire.

Ne vous laissez pas abuser par le P.D.M., obstacle à la constitution de **la majorité ample et stable sans laquelle rien ne pourra se faire,** ni le dialogue, ni la participation, ni le renouveau, ni la nouvelle Société, pourtant indispensables pour que la France assure son avenir par sa jeunesse et pour elle.

Cette majorité, il vous appartient de la constituer par l'élection des candidats de l'Union pour la Défense de la République. Une fois assurée, elle pourra être élargie à tous ceux qui sont déterminés à barrer la route au communisme totalitaire et à assurer le renouveau de la Société et de la Nation française.

Je demeure à votre disposition pour que BORDEAUX soit à la tête de cette révolution humaine dans **l'ordre** et **la légalité.**

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Jacques CHABRAT

Premier Adjoint
au Maire de Bordeaux
Chevalier de la Légion d'Honneur

Jacques CHABAN-DELMAS

Maire de Bordeaux
Commandeur de la Légion d'Honneur
Compagnon de la Libération

VU : LE CANDIDAT

U.F.I. - Bx